

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Je ne voudrais pas faire prendre au débat de ce soir une tournure légère. Je ne m'oppose pas à ce que les banques viennent à la rescousse de la Banque Commerciale ce qui, par ricochet, permettrait peut-être aussi de sauver la Norbanque.

En passant, j'ai vu qu'il y a une succursale de la Norbanque sur la place. Il n'y avait pas foule là-bas aujourd'hui.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Mais il y avait au moins une personne qui se tenait, croyez-le ou non, au guichet des retraits. C'était la ministre d'État aux Finances.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Le président de la Banque—on ne l'appelle pas la Banque Impériale pour rien—de la Banque Canadienne Impériale de Commerce aurait dit qu'il poursuivrait Ottawa si on ne rembourse pas à sa banque sa contribution au renflouement de la Banque Commerciale du Canada. Je pense que ce gars-là mérite de ravoir ses \$22 millions si tous les autres ont leurs \$60,000. Nous ne voulons pas que la Banque Canadienne Impériale de Commerce soit lésée de \$22 millions. Un des présidents de banque a bien ri. Je vous remercie, monsieur le Président. Je vois que mon temps est terminé. Je voudrais pouvoir continuer.

Des voix: Vous pouvez demander le consentement unanime.

M. Rodriguez: J'ai le consentement unanime de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Il est passé minuit. Ce fut vraiment intéressant de s'aventurer dans les dédales et les complexités du système bancaire canadien. Je serais prêt à examiner maintenant comment il fonctionne.

[Français]

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je suis très heureux et à la fois très déçu de participer à ce débat d'urgence qui n'a pas eu de précédent dans l'histoire de ce Parlement avant... La dernière fois, en fait, où ce Parlement a été confronté avec la même situation fut en 1923. Monsieur le Président, vous comprendrez qu'il est tard pour tout le monde, et particulièrement pour mes collègues d'à côté, mais d'avoir à siéger jusqu'à une heure aussi tardive sur un sujet aussi fondamental, sur un sujet qui va au cœur même de la crédibilité du gouvernement, de la crédibilité des institutions financières, de la crédibilité certainement du ministre des Finances (M. Wilson), de son ministre d'État (Finances) (M^{me} McDougall) et sans oublier la crédibilité du premier ministre (M. Mulroney) et, bien sûr, j'allais l'oublier, la crédibilité du secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Lanthier), s'il y a lieu, autant que faire se peut, comme on dit.

Monsieur le Président, le 25 mars dernier, vous avez été témoin d'une annonce formelle faite par le ministre d'État (Finances) à l'effet que ce gouvernement s'était engagé dans le renflouement d'une institution financière canadienne menacée de

Article 31 du Règlement

faillite et avec un «package» de 200 et quelques millions de dollars, la ministre assurait la Chambre que la banque allait être sauvée, qu'elle serait solvable. Quelle ne fut pas notre surprise, et la vôtre, j'en suis sûr, de voir que quelques mois plus tard, les grandes promesses du gouvernement et la parole du premier ministre et de ses ministres ne valait pas plus que les actifs de la banque. On s'est rendu compte que ce gouvernement avait misérablement «foiré» dans toute cette histoire. Et c'est devenu encore plus grave au moment où on a appris que non seulement le gouvernement avait fait une erreur magistrale, mais que les «payeurs de taxes» seraient appelés à payer pour cette erreur. Et dans ce sens-là, monsieur le Président, de voir que dans un moment où l'argent est si difficile à gagner, où l'argent est si difficile à obtenir pour les gouvernements, et si rare, qu'un gouvernement qui prétend ménager, qui prétend être proche de ses «cennes», se permet de dépenser un milliard de dollars tout simplement pour sauver en premier lieu l'ego du premier ministre, en deuxième lieu, l'ego du ministre des Finances, en troisième lieu l'ego du ministre d'État (Finances), et j'en passe... C'est parce que je ris aussi de l'ego du député là-bas. Monsieur le Président, après qu'ils ont réussi ce fiasco monumental, historique, on aime utiliser le terme historique, voici un fiasco historique. A partir de ce moment-là, pour se sauver la peau, ces grands défenseurs de l'unité nationale ont voulu prétendre qu'ils avaient posé tous ces faux-pas tout simplement pour sauver une institution fort populaire dans l'Ouest.

Monsieur le Président, je me suis donné la peine d'appeler des amis que j'ai dans l'Ouest pour vérifier jusqu'à quel point cette institution était fondamentale et si importante dans le cœur des gens de l'Ouest.

Laissez-moi vous raconter leur expérience, l'expérience de gens ordinaires de l'Ouest. Vous savez, monsieur le Président, que si vous alliez pour un prêt en bas de un million de dollars, si on vous disait de circuler... que ceux qui veulent comparer ce genre de banques avec les caisses populaires, que vous ne l'avez pas du tout, parce que cette institution-là était une institution strictement réservée aux très très très gros emprunteurs, et «Jos Public» n'avait pas accès dans leur pièce dorée. Donc, d'essayer de nous faire croire en cette Chambre que cette institution était proche du cœur des gens de l'Ouest est une pure fabrication. Cette institution ne servait que les intérêts des plus riches, et particulièrement l'intérêt des amis du pouvoir.

• (0020)

[Traduction]

M. McDermid: Je comprends maintenant pourquoi vous avez des problèmes dans l'Ouest.

[Français]

M. Lapierre: L'insignifiant de l'autre côté, monsieur le Président, ne comprend rien et ne comprendra jamais rien.

[Traduction]

M. McDermid: Je sais combien de sièges vous avez dans l'Ouest et pourquoi vous n'en avez pas.

Une voix: Pourquoi ne pas retourner vous coucher?